



Monsieur Christophe Béchu
Ministre de la transition écologique
et de la cohésion des territoires
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Paris, le 10/06/2024

N/Réf : ZN/LJ/24172

Objet : Etat du plafond d'emploi et de la masse salariale du pôle ministériel

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la présentation du PLF 2024, vous vous étiez félicité de la stabilisation du plafond d'emploi du pôle ministériel, et aviez placé comme enjeu majeur l'attractivité pour répondre aux besoins de recrutements.

Depuis lors, le plan d'économie budgétaire de 10 milliards d'euros décidé par le gouvernement a lourdement touché les budgets du MTECT (à hauteur de 3 milliards), remettant en cause la crédibilité des engagements de l'Etat auprès des partenaires et faisant porter des inquiétudes sur les moyens nécessaires pour gérer nos propres infrastructures. Le fonctionnement des services est quant à lui placé en état de fin de gestion alors que nous ne sommes pas encore au milieu de l'année.

Au delà de ces dimensions qui nous préoccupent largement, y compris face à des rumeurs d'un nouveau plan de rigueur, votre administration a affirmé en CSA ministériel que ces mesures budgétaires seraient sans effet sur la gestion du personnel, les recrutements et la masse salariale.

Or, de multiples remontées de services recoupées au niveau de notre fédération semblent attester de la fermeture brutale de certains postes publiés dans le cycle de mobilité du printemps pour une prise de poste au 1er septembre, et que certaines zones de gouvernance auraient consigne de ne publier aucun poste dans les prochains cycles "au fil de l'eau".

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris



contact@feetsfo.fr



www.feetsfo.fr



01 44 83 86 20



01 48 24 38 32



Nous tenons par la présente à vous alerter sur ce sujet fondamental, et demandons que votre administration puisse nous dresser un état transparent de la gestion du plafond d'emploi et de la masse salariale en 2024.

Concernant les mesures catégorielles 2024, nous dénonçons l'incongruité des mesures présentées à ce stade par la DRH, laissant nombre d'agents du ministère au bord de la route, et demandons par souci de transparence un bilan précis de l'application des mesures catégorielles depuis 2022, ainsi que la projection des effets de toutes les mesures envisagées en 2024.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Secrétaire général



Zainil NIZARALY

